



Sur les résultats aux élections régionales et cantonales et notre position pour le deuxième tour

Les résultats du premier tour des élections régionales et départementales sont avant tout marqués par un taux très élevé d'abstentions : 68 % en moyenne, avec des taux encore plus élevés dans les milieux populaires. Cette tendance qui se manifeste depuis plusieurs années à toutes les élections, a plusieurs causes, et il serait faux et réducteur de n'y voir qu'un désintérêt individuel pour la « politique ». Ce phénomène existe bien sûr, fruit de l'exacerbation de l'individualisme prôné dans cette société de plus en plus inégalitaire, de plus en plus dure pour les laissés-pour-compte de la crise. Mais il y a aussi le sentiment renforcé qu'aucun changement profond dans la société, ne peut sortir d'élections dans le cadre des institutions de cette Cinquième République. L'idée qu'à travers les élections locales il serait possible de gagner plus de moyens pour avoir prise sur les décisions et les situations immédiates, se heurte à la réalité du renforcement du pouvoir de plus en plus centralisé, dans tous les domaines. L'illustration en a été donnée une nouvelle fois à travers la gestion de la crise sanitaire par un « comité de défense » qui décide, informe et court-circuite tous les échelons et mécanismes de discussion de la démocratie bourgeoise parlementaire « décentralisée ». Même s'il est encore minoritaire et difficilement quantifiable, il y a aussi un courant qui refuse de participer à ces élections, en s'abstenant consciemment, et qui continue à affirmer que les changements en faveur des travailleurs, des masses populaires, ne s'arrachent qu'à travers la lutte, pour rompre avec ce système. C'est le sens de notre position d'abstention au premier tour de ces élections.

Ce taux d'abstention élevé signifie pour toutes les listes et pour tous les candidats, un énorme déficit de légitimité pour prendre des décisions qui vont nous concerner toutes et tous. Il signifie aussi que la base électorale de chaque liste, fusionnée ou non, est limitée.

Ceci dit, plusieurs messages politiques ont été donnés à travers ces résultats, taux d'abstention élevé compris.

Le premier concerne le RN, promu grand gagnant de ces élections depuis le début de la campagne et futur finaliste des présidentielles de 2022. Il est clair : le RN ne capitalise pas le mécontentement de l'ensemble des couches populaires, des travailleurs et des ouvriers, femmes et hommes, de la jeunesse. S'il arrive en seconde position dans plusieurs régions et en première position en PACA, ce qui, en soi, est grave, il n'a pas réussi à élargir sa base électorale. Ses dirigeants en sont conscients, qui n'ont cessé de multiplier les appels à la « mobilisation électorale » de leurs propres troupes.

Un des artisans de cette opération de promotion du RN, n'est autre que Macron, les grands médias, les instituts de sondage... **C'est ce même Macron et son parti qui subissent un nouvel échec cinglant dans ces élections.** Ses candidats, qui se voyaient déjà en position d'arbitres au second tour pour monnayer leur soutien aux listes de droite « contre le RN », en obtenant dans la foulée quelques élus, déchantent. Ce nouveau camouflet infligé à Macron est le second message politique de ce scrutin.

Celles et ceux qui sont allés voter ont favorisé les élus « sortants » qui ont géré les régions. La droite bénéficie de cette « prime au sortant », notamment les Bertrand et autres Wauquiez, mais c'est aussi le cas pour les élus sortants du PS.

Le RN n'est en mesure de gagner qu'en PACA, face au candidat de droite. Nulle part ailleurs, il n'est en position de remporter le deuxième tour.

Autrement dit, ce deuxième tour va permettre aux « sortants » de droite et du PS d'être reconduits à la tête de ces régions. **Les mêmes critères que ceux que nous avons mis en avant au premier tour, restent valables : les régions sous-traitent la politique décidée par les monopoles, elles ne sont ni un « bouclier social », ni un espace de démocratie.** De plus, le taux d'abstention signifie que les élus auront peu de légitimité pour mener leur politique. C'est donc l'abstention que nous prônons, avec un appel à la mobilisation contre toutes les mesures qui s'attaquent aux intérêts des travailleurs, notamment ceux qui dépendent d'une manière ou d'une autre des régions, des usagers des milieux populaires, des jeunes...

Pour la région PACA, le candidat de la droite n'est pas un « rempart » au RN : nous n'appelons pas au « front anti-RN » avec la droite.

Pour l'Île de France, la candidate sortante, V. Péresse, est en difficulté, mais elle est susceptible de gagner le deuxième tour, avec l'appui d'une partie de l'électorat du RN, auquel ses premières déclarations s'adressaient ouvertement. Elle multiplie les propos réactionnaires et donne des gages pour aller encore plus vite et plus fort dans le démantèlement des services publics et leur privatisation, notamment dans le domaine très important des transports. **C'est pourquoi, notre critère est de « délégitimer » le plus possible cette candidate**, son programme et les forces qui la soutiennent. Nous laissons donc le choix entre l'abstention (qui était déjà de 70 % au premier tour) et le vote en faveur de la liste fusionnée à gauche (EELV-PS et celle menée par Clémentine Autain qui a regroupé la FI, le PCF et d'autres forces).

Les départementales ont connu le même taux d'abstention. Le mode de désignation des listes pour le second tour, particulièrement complexe, avait pour objectif de ne retenir que deux listes les mieux placées. C'est ce qui s'est produit, d'autant plus qu'il favorise les « sortants ». Notre consigne pour le deuxième tour reste donc la même que celle que nous avons donnée au premier : abstention.

Paris, le 21 juin 2021

Parti Communiste des Ouvriers de France